

**Unia Zentralsekretariat
Abteilung Vertrags- und
Interessengruppenpolitik**

Weltpoststrasse 20
CH-3000 Bern 15
T +41 31 350 21 11
F +41 31 350 22 11
<http://www.unia.ch>



**Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.**

I

INFO ÉCONOMIQUE

I /2013

D. Lampart / J. Corpataux (SGB/USS)

Wirtschaftsinfo I/2013

1. La politique économique empêche la reprise en Europe	3
1.1. La zone euro dans la crise, lueur d'espoir pour les USA	3
1.2. Chiffres du PIB probablement meilleurs que la situation effective	5
1.3. Faible croissance – chômage en légère augmentation	6
1.4. Accroissement du chômage.....	7
2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives	9
2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière	9
2.2. Évolution des exportations de marchandises	10
2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration	12
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur.....	15
3.1. Le commerce de détail	15
3.2. Le secteur de la construction	15
4. L'emploi et son évolution récente	18
4.1. Évolutions récentes de l'emploi	18

Auteurs: D. Lampart et J. Corpataux

1. La politique économique empêche la reprise en Europe

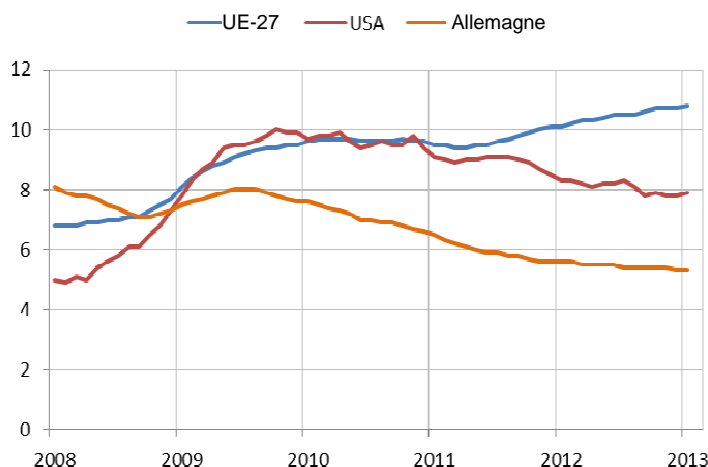
1.1. La zone euro dans la crise, leur d'espoir pour les USA

Les perspectives économiques se sont légèrement améliorées au cours du deuxième semestre. Les USA surtout semblent de plus en plus sortir de la crise immobilière. Le plan d'austérité massif („fiscal cliff“) a pu être évité début 2013. Les perspectives conjoncturelles pour la zone euro sont certes toujours maussades. Mais la politique de la BCE a réussi à calmer quelque peu les investisseurs qui avaient fortement tendance à exagérer et à agir comme des moutons de panurge sur les marchés financiers. Les taux d'intérêt espagnol et italien ont ensuite légèrement diminué. Toutefois, la politique d'épargne persistante adoptée dans la zone euro est toujours un poison pour la conjoncture. Des pays comme l'Espagne souffrent d'une crise immobilière et d'un endettement privé massif. Seule une politique financière et monétaire expansive peut améliorer leur situation. Des fabricants automobiles comme Ford ou Renault par exemple, qui délocalisent leur production vers l'Espagne, montrent bien que le pays pourrait au fond être compétitif au plan économique et connaître la croissance s'il bénéficiait d'une politique correcte.

Le produit intérieur brut (PIB) de l'UE des 27 a diminué au 4ème trimestre 2012 de 0.6 pour cent par rapport au trimestre précédent. L'Allemagne et l'Autriche ont quant à elles gagné 0.4 pour cent. L'Italie (-2.7 pour cent) et l'Espagne (-1.8 pour cent) ont pour leur part à nouveau enregistré un recul important. Avec 0,1 pour cent, la croissance des Etats-Unis a affiché un faible niveau au dernier trimestre 2012 après avoir fortement augmenté au 3^{ème} trimestre. Ce résultat devrait être marqué par des effets spéciaux et sous-estimer l'évolution effective.

Avec une demande de marchandises et de services aussi faible, les entreprises n'engagent guère de main-d'œuvre supplémentaire. Au sein de l'UE, le taux de chômage a continué à augmenter pour atteindre 10.8 pour cent (11.9 pour cent dans la zone euro). Les différences au sein de l'UE se sont accrues. L'Allemagne affiche un taux de chômage de 5.3 pour cent, l'Italie de 11.7 pour cent et l'Espagne de 26.2 pour cent. Aux USA, la situation s'est légèrement améliorée (graphique 1.1.1). Mais comme par le passé, de nombreux travailleurs américains – surtout des jeunes – sont sortis du marché du travail, ce qui fait apparaître le taux de chômage sous un angle un peu plus négatif. Il en va de même pour l'Union européenne.

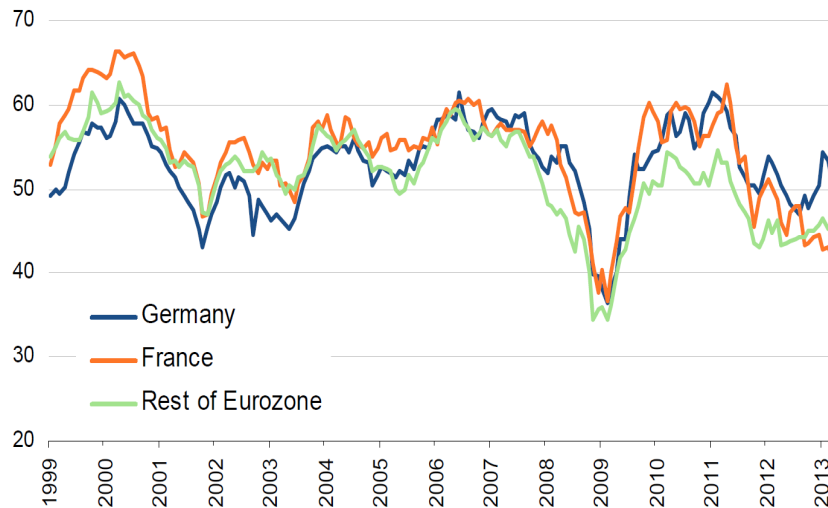
Graphique 1.1.1: taux de chômage
(série désaisonnalisée, en pourcentage)



La tendance à la récession n'affiche malheureusement aucun signe de détente dans la zone euro. L'économie allemande devrait certes continuer à croître. Mais en ce qui concerne la France

et les Etats du Sud de l'Europe, les sondages conjoncturels indiquent un nouveau recul du PIB. Les valeurs de l'indice des directeurs d'achat pour ces pays sont toujours inférieures à 50 points (graphique 1.1.2). Les valeurs au-dessus indiquent une croissance, les valeurs en dessous un recul. L'utilisation de la capacité est toujours nettement en dessous du niveau affiché avant que la crise n'éclate, même en Allemagne. Il convient de noter un élément positif: les intérêts versés sur les obligations d'Etat italiennes ou espagnoles ont diminué de plus d'un pour cent depuis mi 2012. Cela laisse à ces Etats un peu de marge pour les emprunts.

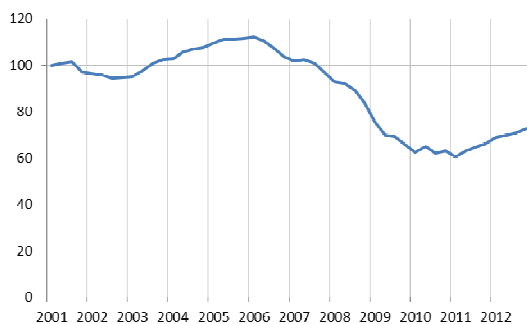
Graphique 1.1.2: Indice des directeurs d'achat PMI dans la zone euro
(valeurs PMI au-dessus de 50 = expansion)



Aux USA, la légère reprise devrait se poursuivre. Les investissements dans la construction et les prix de l'immobilier affichent une légère tendance à la hausse, ce qui indique que le plus fort de la crise immobilière est passé (graphique 1.1.3). Une fois de plus, les USA semblent, avec leur politique monétaire et fiscale active, sortir plus vite de la crise que les Européens qui ont malheureusement tendance à toujours adopter à nouveau une politique trop restrictive. Les valeurs de l'indice des directeurs d'achat supérieures à 50 points (graphique 1.1.4) constituent un autre signe de reprise pour l'économie américaine. L'utilisation de la capacité de l'industrie US a presque atteint les valeurs moyennes à long terme. Pour les industries, les investissements d'extension redeviennent plus attractifs. Le climat de consommation aux UA invite toutefois à la prudence. Ces derniers mois, la consommation a en effet baissé.

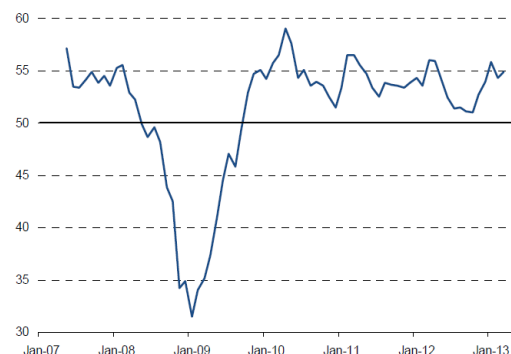
Graphique 1.1.3: Investissements dans la construction aux USA

(indice des volumes, 2001=100)



Graphique 1.1.4: Confiance des consommateurs aux USA

(valeurs des indicateurs)

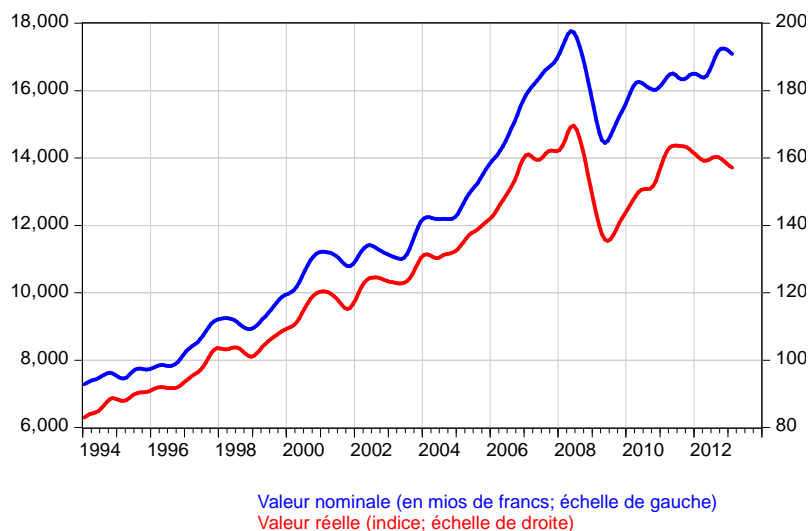


1.2. Chiffres du PIB probablement meilleurs que la situation effective

Selon les estimations officielles, le PIB suisse a augmenté au cours du deuxième semestre 2012: de 0.6 pour cent (au 3^{ème} trimestre) resp. 0.2 pour cent (au 4^{ème} trimestre; comparaisons avec les trimestres précédents). Il n'est pas certain que les chiffres reflètent la situation effective. Sur la base de changements statistiques (branches etc.), les estimations risquent d'être moins fiables. Il en a sans doute été de même pour le secteur financier de l'un des principaux moteurs de la croissance – poussé par une demande plus importante des ménages privés en services financiers. Un résultat qui ne coïncide pas avec les déclarations de la branche.

Les exportations de marchandises diminuent – le secteur suisse des exportations n'échappe pas à l'affaiblissement de la demande économique mondiale (graphique 1.2.1). Le franc toujours surévalué empêche les ventes d'augmenter. C'est la raison pour laquelle la création de valeur dans l'industrie est en léger repli. Le taux d'utilisation d'environ 80 pour cent des capacités de production dans l'industrie est inférieur à la moyenne (valeur moyenne historique: à peine 84 pour cent). La situation dans le tourisme est un peu plus positive. Le nombre de nuitées a commencé à se stabiliser vers la fin 2012. L'activité dans la construction est toujours intense. La demande de logements reste élevée en raison de la croissance de la population d'environ 1 pour cent. Les faibles taux d'intérêt rendent les investissements dans l'immobilier attrayants. L'utilisation des capacités est supérieure à la moyenne (env. 76 pour cent, moyenne historique: 72.4 pour cent). Dans le commerce de détail, certes les quantités vendues augmentent. Par contre, les transactions en francs stagnent, car les prix sont toujours orientés à la baisse. Dans le secteur bancaire, la situation est relativement bonne d'après le sondage KOF. Mais le peu d'investissements effectués par des clients privés a fait fondre le produit des commissions. Ce recul ne peut être absorbé que partiellement par le volume de crédits plus élevé (plutôt auprès des banques cantonales, Raiffeisen et régionales, moins par de grandes banques ou par des banques privées).

Graphique 1.2.1: Exportation de marchandises suisses
(en mios de Fr. resp. volume)



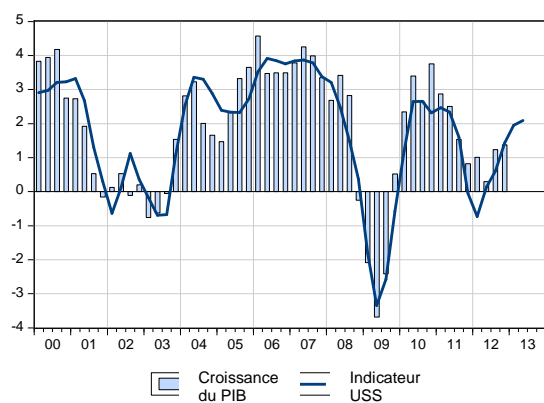
1.3. Faible croissance – chômage en légère augmentation

L'USS escompte pour la Suisse en 2013 une croissance du PIB de 1.2 pour cent (tableau 1.3.1). La demande à la traîne de l'étranger associée au franc surévalué pèse sur la croissance des exportations. Le potentiel d'augmentation est clairement limité dans le secteur du tourisme également. La demande intérieure est soutenue avant tout par la croissance de la population et les faibles taux d'intérêt. La baisse des prix à l'importation a également un effet positif. Elle entraîne une augmentation réelle du pouvoir d'achat, ce qui peut également faire augmenter la vente de produits intérieurs. Dans la construction, les facteurs fondamentaux indiquent une activité toujours intense. Le nombre de logements n'a pas augmenté aussi vite que l'évolution de la population, de sorte que le besoin de nouveaux logements est réalisé. Les faibles taux d'intérêt vont continuer à soutenir les investissements dans le secteur de la construction.

Etant donné que les secteurs de l'économie intérieure dont la productivité est la plus faible croissent plus vite que les branches de l'exportation dont la productivité est plus élevée, l'emploi augmente malgré une croissance relativement faible du PIB. Mais étant donné qu'en même temps, la population en âge de travailler augmente, cette croissance du taux de l'emploi n'est pas suffisante pour pouvoir réduire le chômage. C'est la raison pour laquelle les prévisions de l'USS concernant le taux de chômage pour 2013 sont de 3.3 pour cent.

L'évolution de la consommation affichera probablement une moyenne annuelle négative (-0.2 pour cent). Les prix à l'importation ont baissé pendant les deux premiers mois de l'année. Ce recul devrait s'arrêter en cours d'année. Les prix des biens intérieurs stagnent. Les choses ne vont guère changer tant que les intérêts n'augmentent pas et que les capacités sont sous-utilisées.

Graphique 1.3.1: Indicateur du produit intérieur brut (modification par rapport à l'année précédente)



Graphique 1.3.2: Indicateur de l'emploi (équivalents plein temps, modif. par rapport à l'année précédente)

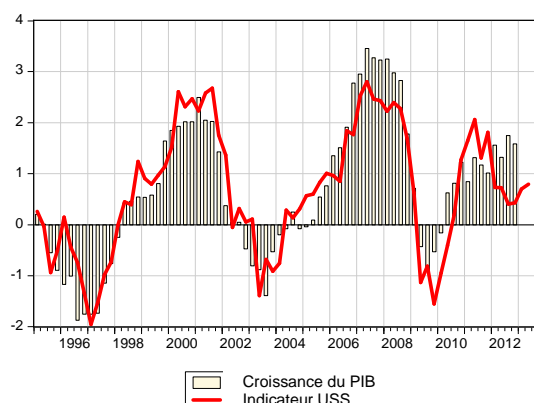
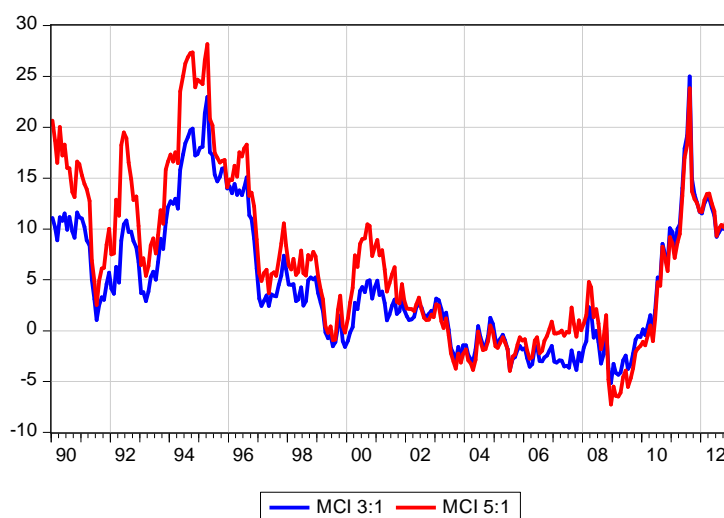


Tableau 1.3.1: prévisions conjoncturelles sélectionnées
(indications en pour cent)

	<i>USS</i>		<i>KOF</i>		<i>Seco</i>		<i>Banque nationale suisse</i>	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014
<i>Croissance du BIP</i>	1.2	-	1.4	2.2	1.3	2.1	1-1.5%	-
<i>Taux de chômage</i>	3.3	-	3.2	3.1	3.3	3.3	-	-
<i>Inflation</i>	-0.2	-	-0.1	0.6	0.1	0.2	-0.2	0.2

Le franc est toujours fortement surévalué, ce qui pèse surtout sur les branches à l'exportation comme certains secteurs du tourisme ou de l'industrie des machines. Il n'est donc guère surprenant que l'emploi dans l'industrie des machines soit de 8 pour cent inférieur à la moyenne de 2008, tandis que le recul en Allemagne ne représente guère plus de 1 pour cent. La politique monétaire suisse reste restrictive en raison du franc surévalué, ce qu'illustrent les valeurs élevées de l'indice des conditions monétaires MCI (graphique 1.3.3). Ce niveau de restriction élevé est inadéquat face à la conjoncture toujours difficile et au renchérissement négatif.

Graphique 1.3.3: Niveau de restriction en matière de politique monétaire
(Indice des conditions monétaires MCI¹, valeurs élevées = politique monétaire restrictive)



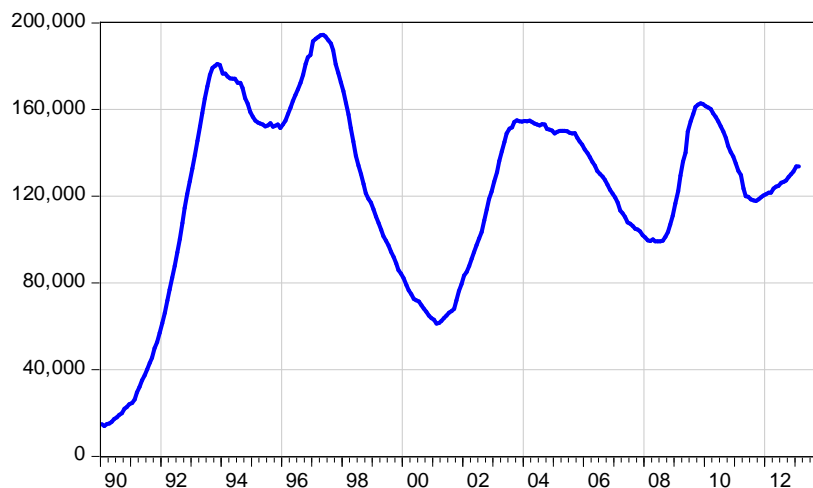
1.4. Accroissement du chômage

Le chômage a continué à augmenter ces derniers mois. (graphique 1.4.1). Hormis les variations saisonnières, le taux de chômage s'élevait à 3.1 pour cent en février 2013. Depuis début 2012, le nombre de chômeurs (série désaisonnalisée) a augmenté en moyenne de 500 à 1500 personnes par mois. Ces chiffres sont certes inférieurs comparés aux phases de forte récession où 3000 à 4000 nouveaux chômeurs venaient grossir les rangs chaque mois. Mais l'augmentation actuelle se produit à un niveau supérieur à celui d'avant la crise financière – même si la 4^{ème} révision de

¹ Avec un indice de 3:1, le taux de restriction de la politique monétaire change de la même manière en cas d'augmentation des taux d'intérêt réels de un pour cent qu'en cas de réévaluation du franc de trois pour cent. Avec un indice de 5:1, l'effet des taux d'intérêt est cinq fois plus important que celui des taux de change. Calcul analogue à celui de la BNS, cahier trimestriel I/2004, p. 27

la LACI a entraîné, avec ses près de 20'000 personnes en fin de droits, une augmentation des chômeurs officiellement enregistrés.

Graphique 1.4.1: nombre de chômeurs enregistrés
(série désaisonnalisée)



De façon relativement surprenante, l'emploi a augmenté l'année dernière de 1.5 pour cent, soit 0.5 pour cent de plus que la croissance du PIB. La croissance de l'emploi s'est poursuivie au 4ème trimestre; par rapport au trimestre précédent, l'augmentation s'est élevée à 0.3 pour cent (1.8 pour cent par rapport à l'année dernière).

Le fait que l'emploi augmente plus que le PIB signifie que la productivité de l'ensemble de l'économie a baissé. Les données disponibles indiquent deux causes à cette situation: d'une part, le PIB a diminué au cours du deuxième trimestre, tandis que les entreprises n'ont pas réajusté leur personnel vers le bas („Labour hoarding“ ou „Thésauriser le personnel“). L'emploi a d'autre part augmenté avant tout dans les domaines à faible productivité, tandis que le personnel employé dans les branches économiques à forte productivité (banques, parties de l'industrie) a diminué ou augmenté de manière moins importante que la moyenne.

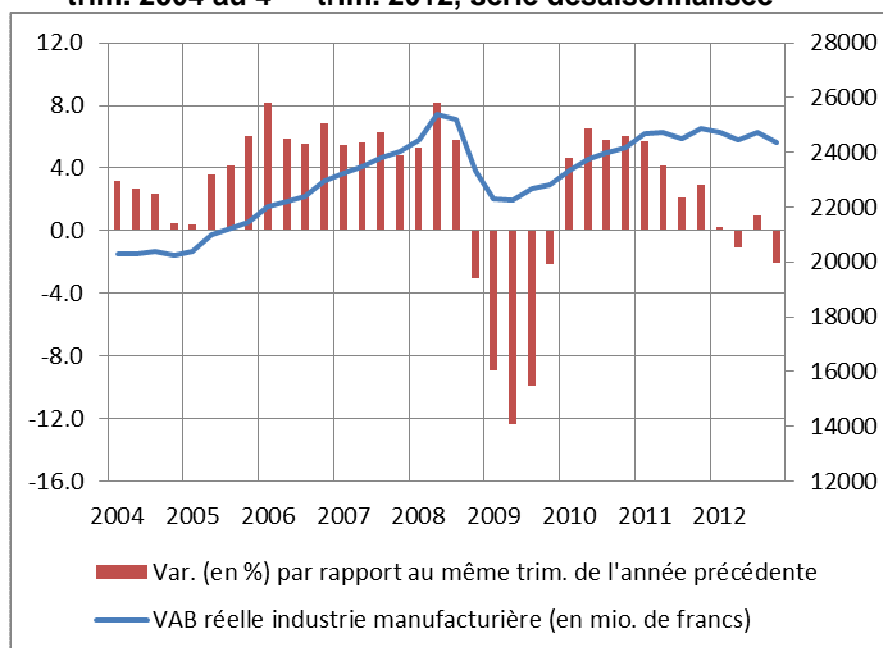
Les perspectives de l'emploi restent mauvaises. Dans le secteur de la restauration, les entreprises prévoient des licenciements. C'est désormais également le cas des banques. Dans le cadre des enquêtes réalisées, le commerce de détail annonce également que son personnel est trop important mais n'envisage toutefois aucun licenciement. Dans l'industrie, les entreprises ont également tendance à réduire leur personnel. Mais les perspectives sont toutefois un peu meilleures.

2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives

2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière

Après une très bonne phase de croissance (2004-2008), à laquelle la crise financière et économique a brutalement mis un terme dès la deuxième moitié de 2008, l'industrie manufacturière helvétique ne redémarre vraiment qu'une année plus tard. Depuis lors, et comme le montre l'évolution de la valeur ajoutée pour l'ensemble de l'industrie manufacturière (Graphique 2.1.1), si celle-ci plonge au moment de la crise, elle s'oriente à nouveau sur une trajectoire haussière par la suite. Si l'industrie manufacturière a clairement repris des forces depuis la deuxième moitié de 2009, elle n'a cependant pas réussi à dépasser, en termes de valeur ajoutée, le sommet atteint au deuxième trimestre 2008. Si elle s'en approchait au dernier trimestre 2011, elle montre de très légers signes d'essoufflement durant l'année 2012. Au dernier trimestre 2012, la valeur ajoutée s'affichait ainsi à un niveau inférieur à ce qu'elle était un an plus tôt (-2%). Elle montrait également un léger fléchissement par rapport au trimestre précédent (-1,5%).

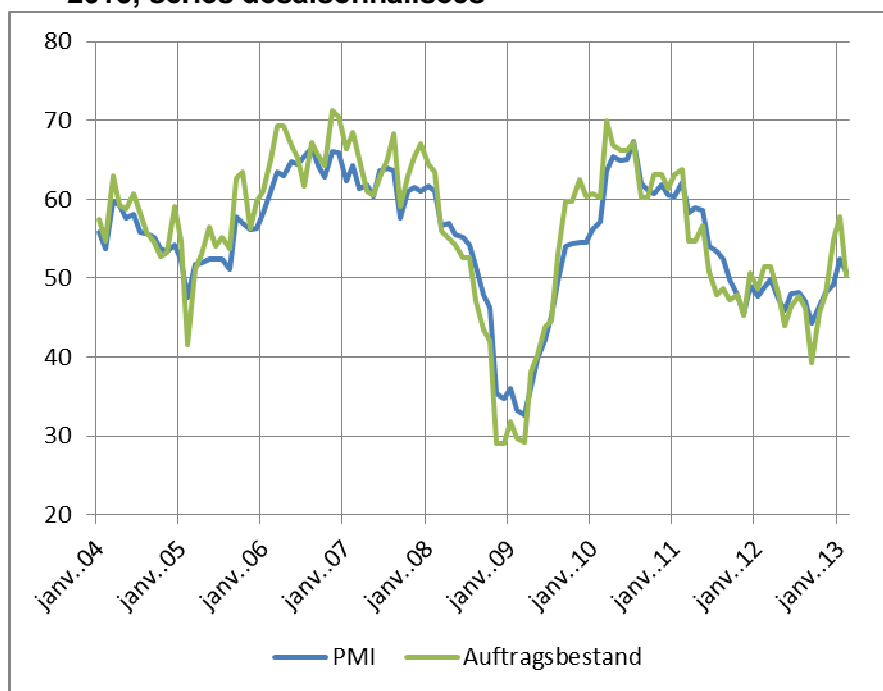
Graphique 2.1.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, industrie manufacturière, du 1^{er} trim. 2004 au 4^{ème} trim. 2012, série désaisonnalisée



Source : SECO.

Point néanmoins positif pour l'industrie manufacturière helvétique, l'indice des directeurs d'achat (PMI) a renoué avec la zone de croissance en janvier et février 2013. Certes, celui-ci s'affiche en léger repli en février 2013 (-1,7 point) et ce par rapport à janvier, il clôture néanmoins pour le deuxième mois consécutif en-dessus du seuil de croissance qui se situe à 50 points (Graphique 2.1.2). Quant à l'indice lié aux carnets de commandes, il évolue également – et pour le troisième mois consécutif – dans la zone de croissance. En terminant à 50,4 points en février 2013, il affichait cependant un repli notable (-7,5 points) par rapport à janvier. Les incertitudes, en particulier européennes, peuvent expliquer cette volatilité. Face à ces incertitudes, comment l'industrie d'exportation helvétique s'est-elle comportée sur la période récente ? Toutes les branches évoluent-elles de manière relativement homogène ? Ou certaines s'en sortent-elles mieux que d'autres ?

Graphique 2.1.2 : Indice PMI et indice des carnets de commandes, de janvier 2004 à février 2013, séries désaisonnalisées



Source : Procure.ch/CS.

2.2. Évolution des exportations de marchandises

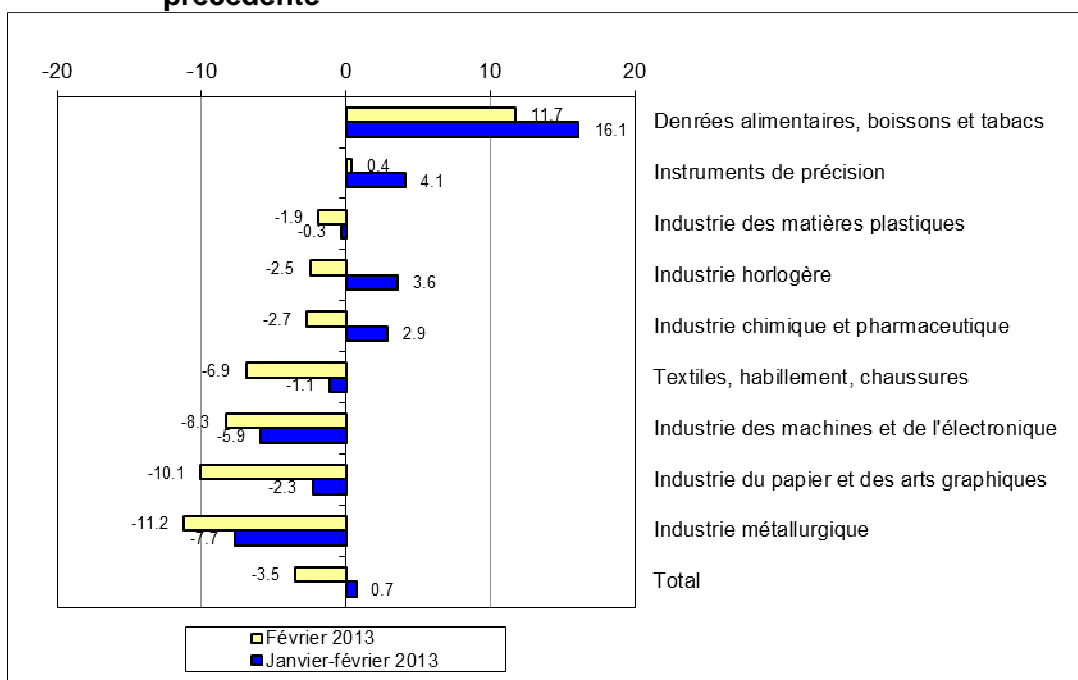
En février 2013, les exportations suisses de marchandises reculaient de 3,5%, et ce en comparaison avec le même mois de l'année précédente (Graphique 2.2.1). Observons néanmoins qu'en faisant fi du jour ouvrable en moins que comptait le mois de février 2013 par rapport à celui de 2012, elles progressaient de 0,9%. Seule l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabac est véritablement parvenue à tirer son épingle avec une croissance de 11,7%, et ce avec un mois de février 2013 comptant un jour ouvrable en moins. La situation était stable pour l'industrie des instruments de précision. Celle-ci affichait une très légère croissance de 0,4%. Quant aux autres branches, elles se sont toutes inscrites en baisse. Les trois poids lourds que représentent l'industrie chimico-pharmaceutique, l'horlogerie ainsi que l'industrie des machines et de l'électronique ont vu respectivement leurs ventes se contracter de 2,7%, 2,5% et de 8,3%. Notons également les très mauvaises performances de l'industrie du papier et des arts graphiques (-10,1%) et de l'industrie métallurgique (-11,2%).

À un niveau géographique, et toujours pour février 2013, les exportations vers tous les continents ont reculé, à l'exception de l'Afrique (+1%). La baisse a été marquée vers l'Amérique latine (-8,6%), en raison principalement de la chute des ventes au Mexique (-15,4%) et au Brésil (-14,1%). L'Asie a également connu une dégradation notable (-7,2%). Les exportations vers l'Inde se sont contractées (-32,7%) mais aussi vers la Chine (-24,2%) et Hong Kong (-24,1%). En Europe, la demande de produits helvétiques a reculé de 2,4%. Les livraisons au Royaume-Uni se sont affichées en baisse (-27,2%) mais aussi celles à l'Autriche (-18,3%). Les exportations vers l'Allemagne et la France baissaient également, mais dans une proportion beaucoup moindre, respectivement de 3,6% et 4,4%. Elles ont néanmoins augmenté vers l'Italie (+17%) et la Belgique (+12,8%). Les ventes vers l'Amérique du Nord sont restées relativement stables (-1%).

Si l'on s'arrête maintenant sur la performance cumulée des différentes branches d'exportations pour les 2 premiers mois de l'année 2013, c'est-à-dire pour janvier et février 2013 pris ensemble, seules quatre branches affichent des résultats positifs : si l'industrie des denrées alimentaires, boissons et

tabacs caracolent largement en tête (+16,1%), l'industrie des instruments de précision, l'horlogerie et l'industrie chimico-pharmaceutique obtiennent des résultats positifs mais de moindre envergure avec respectivement des croissances de 4,1%, 3,6% et 2,9%. Toutes les autres branches évoluent négativement. L'industrie des matières plastiques résistent bien (-0,3%) alors que la moins bonne performance est à mettre au compte de l'industrie métallurgique (-7,7%). Prises globalement, les exportations de marchandises, toujours pour la période cumulée de janvier et février 2013, connaissent une très légère croissance positive de 0,7%.

Graphique 2.2.1 : Exportations selon les branches en février 2013 et en janvier-février 2013, variations nominales (en %) par rapport à la même période de l'année précédente



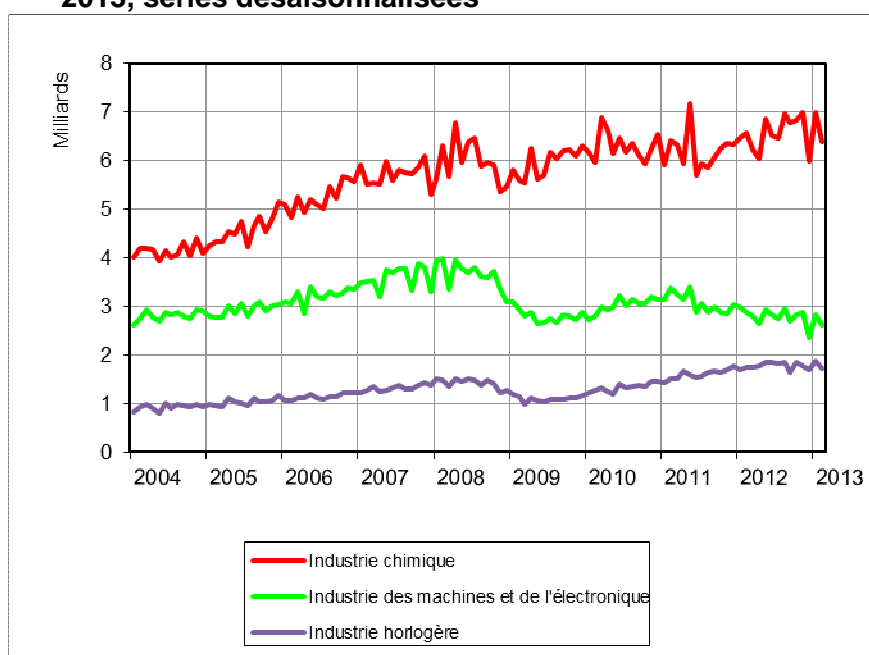
Source : AFD.

Une analyse, en données désaisonnalisées, pour trois des plus « grands » secteurs exportateurs – la chimie, l'industrie des machines et de l'électronique, l'industrie horlogère – permet de mettre en évidence des situations et des trajectoires différenciées pour chacun d'eux. Ainsi, en dépit d'un franc toujours surévalué et des incertitudes qui pèsent sur certaines économies, en particulier européennes, l'industrie horlogère a continué à réaliser de très bonnes performances. En effet, si la crise de 2008-2009 lui avait fait temporairement perdre de sa superbe, ses exportations s'affichent depuis lors sur un trend clairement haussier. Celle-ci a d'ailleurs régulièrement dépassé en 2011 les niveaux mensuels record enregistrés avant-crise (Graphique 2.2.2). Ainsi, depuis avril 2011, et en données désaisonnalisées, ses exportations se situent la plupart du temps à un niveau plus élevé que le sommet atteint en avril 2008 et qui s'élevait à un plus de 1,52 milliards de francs. Un nouveau record mensuel absolu a été atteint en janvier 2013 – avec près de 1,87 milliards de francs d'exportations (en données désaisonnalisées). Quant à l'industrie chimico-pharmaceutique, ses exportations – après s'être orientées sur une pente descendante en particulier dans la deuxième moitié de l'année 2008 – sont reparties, non sans soubresauts, sur une trajectoire haussière et ce, jusqu'en mars 2010 où un premier pic est atteint. Elles atteignent un nouveau sommet absolu en mai 2011. La barre des 7 milliards de francs d'exportation (en données désaisonnalisées) est franchie pour la première fois ! Depuis lors, elles se situent à un niveau relativement élevé – malgré de fortes irrégularités dans leur évolution. La barre des 7 milliards – toutefois de justesse – est à nouveau dépassée en novembre 2012. Du côté de l'industrie des machines et de l'électronique, et suite à la crise, la tendance a été, dans un premier temps, haussière. Néanmoins, l'industrie des machines et de l'électronique n'est jamais véritablement parvenue à retrouver les niveaux d'exportation

obtenus avant-crise. En effet, celles-ci dépassaient légèrement la barre des 3,4 milliards de francs en mai 2011, et ce alors qu'avant-crise, cette même industrie s'approchait parfois de celle des 4 milliards. Depuis lors, la tendance est plutôt baissière et les exportations de l'industrie des machines et de l'électronique évoluent sur la période récente plutôt en dessous de la barre des 3 milliards de francs.

En bref, l'industrie horlogère qui a retrouvé une pleine croissance après la crise devrait continuer à évoluer positivement. Peut-être connaîtra-t-elle, à l'un ou l'autre moment, un certain essoufflement. Néanmoins, celle-ci bénéficie d'une très bonne diversification internationale au niveau de ses marchés et la force du franc ne semble pas être un handicap pour une industrie qui évolue dans le hors prix en vendant des produits haut, voire très haut-de-gamme. Quant à l'industrie pharmaceutique suisse, ses revenus proviennent en grande partie des dépenses de santé et celles-ci vont continuer à croître à l'échelle mondiale à moyen-long terme. L'industrie pharmaceutique fait ainsi face à une demande peu sensible aux cycles économiques et devrait par conséquent continuer à relativement bien se porter et pouvoir maintenir son exportation à un relativement haut niveau. Pour d'autres, les temps continueront à être difficiles, à l'instar de l'industrie des machines et de l'électronique. Celle-ci est, en effet, loin des niveaux d'exportations réalisés avant-crise. Nombre de branches exportatrices (métallurgie, papier/arts graphiques, textile, etc.) sont dans la même situation, voire cumulent les mauvais résultats. À cet égard, si les économistes du Crédit Suisse pouvaient récemment se montrer optimistes et attendre un rebond industriel en Suisse, nous restons pour notre part plus prudent. Le franc demeure, en effet, fortement surévalué et les incertitudes, en particulier celles qui planent sur l'Europe, sont encore bien présentes.

Graphique 2.2.2 : Exportations, valeurs nominales mensuelles, de janvier 2004 à février 2013, séries désaisonnalisées



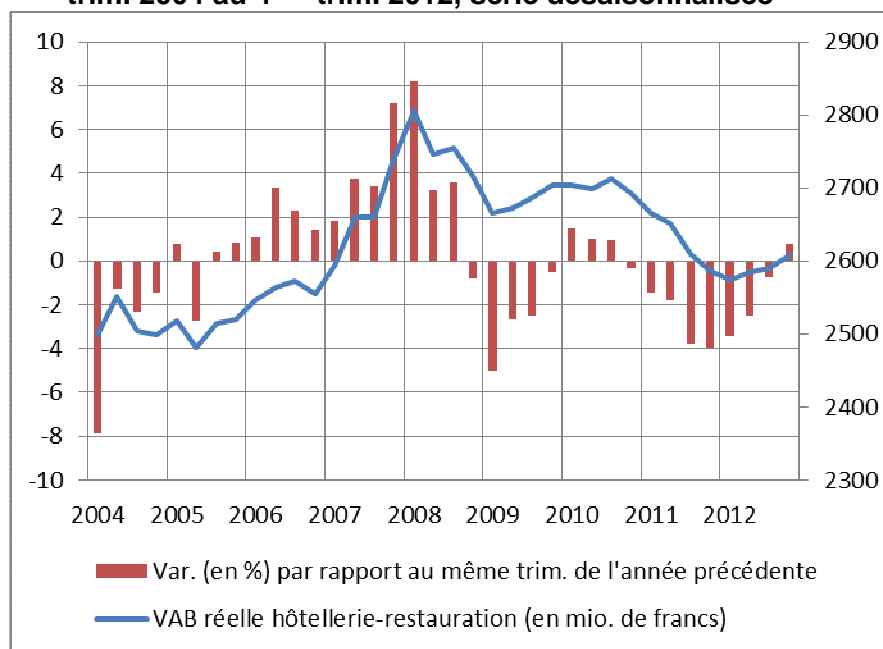
Source : AFD.

2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration

Après une période de croissance, de mi-2005 à début 2008, l'hôtellerie-restauration est rattrapée par la crise. Sa valeur ajoutée s'affiche en baisse pendant une année. Si elle repart ensuite à la hausse, elle s'oriente à nouveau clairement à la baisse à fin 2010, et ce sans que la branche ne soit revenue aux hauts niveaux d'activité atteints juste avant-crise (Graphique 2.3.1). Observons cependant que la situation semble s'être stabilisée sur la période récente. En effet, la valeur ajoutée ne

s'est plus contractée depuis le deuxième trimestre 2012 (par rapport au trimestre précédent). De plus, en comparaison annuelle, le niveau atteint au quatrième trimestre 2012 est légèrement supérieur à celui réalisé un an auparavant (+0,8%).

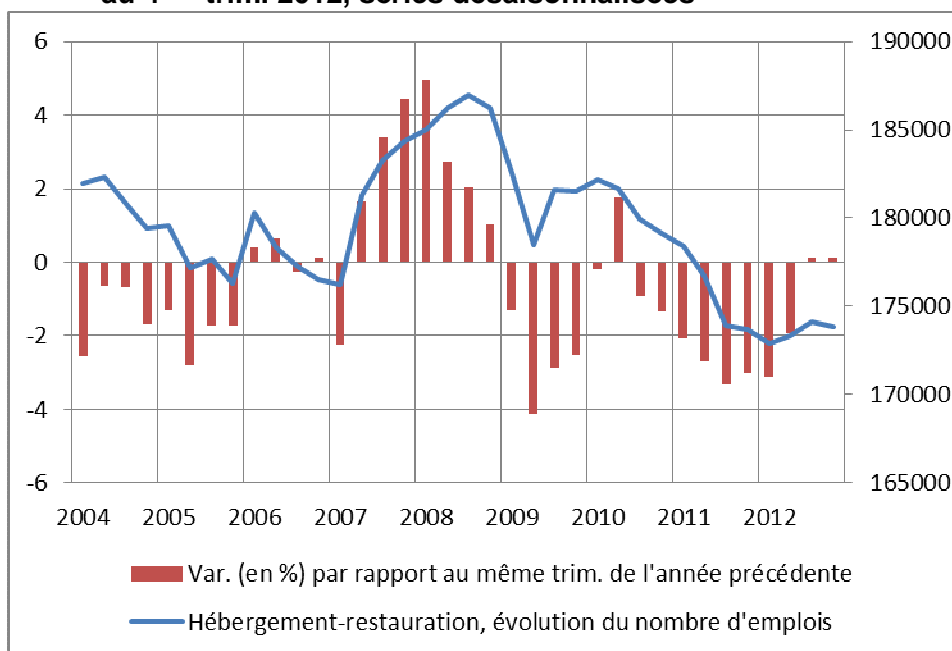
Graphique 2.3.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, hôtellerie-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 4^{ème} trim. 2012, série désaisonnalisée



Source : SECO.

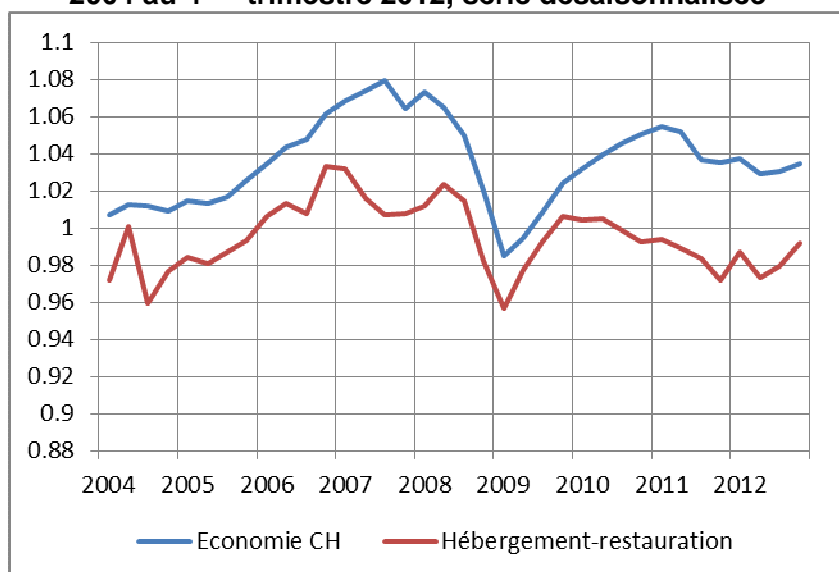
Quant à l'évolution de l'emploi dans la branche de l'hébergement-restauration, il a surtout été haussier de début 2007, et ce jusqu'au troisième trimestre 2008 (Graphique 2.3.2). À l'instar de la valeur ajoutée, l'emploi s'oriente à la baisse suite à la crise. Il repart à la hausse pendant une petite année. Néanmoins, et depuis le deuxième trimestre 2010, il est à nouveau clairement orienté à la baisse. Ainsi, après avoir occupé presque 187'000 personnes (en données désaisonnalisées et en équivalents plein temps) au troisième trimestre 2008, l'hôtellerie-restauration n'occupe plus qu'un peu moins de 174'000 personnes au dernier trimestre 2012. La situation semble s'être stabilisée en 2012, et ce même si l'emploi repartait légèrement à la baisse entre le troisième et le quatrième trimestre 2012 (-0,15%). Quant à l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS pour la branche de l'hébergement-restauration (Graphique 2.3.3), il n'a été supérieur à 1 (ce qui indique une potentielle augmentation de l'emploi au trimestre suivant) que sur deux périodes : de début 2006 jusqu'au troisième trimestre 2008 ainsi que sur une petite année entre fin 2009 et mi-2010. Depuis fin 2010, il se situe à un niveau inférieur à 1 (ce qui indique une potentielle diminution de l'emploi). Il montre néanmoins une orientation haussière sur la période récente.

Graphique 2.3.2 : Évolution de l'emploi (EPT), hébergement-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 4^{ème} trim. 2012, séries désaisonnalisées



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

Graphique 2.3.3 : Indicateurs des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS, 1^{er} trimestre 2004 au 4^{ème} trimestre 2012, série désaisonnalisée



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

Si la situation s'est quelque peu stabilisée en 2012 dans l'hôtellerie-restauration, le potentiel de croissance y reste néanmoins très limité. En effet, tant que le franc suisse continuera à être surévalué, en particulier par rapport à l'euro, la situation demeurera difficile dans la branche touristique. En effet, un franc suisse trop fort décourage les visiteurs européens à passer leurs vacances en Suisse alors que, dans le même temps, la force du franc constitue, pour le citoyen suisse, une sérieuse incitation à séjourner et à dépenser hors des frontières du pays. Un climat européen plutôt maussade n'aide guère non plus à la reprise de la branche.

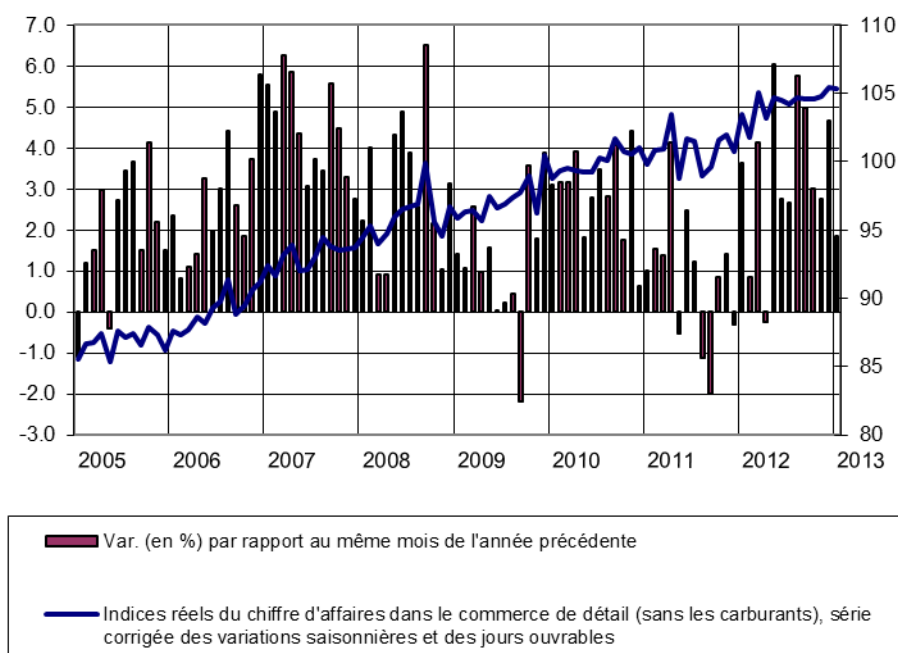
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur

Sur le front de la demande intérieure, l'activité dans le secteur de la construction devrait se maintenir à un haut niveau. L'évolution dans le commerce de détail en 2013 pourrait être relativement similaire à celle de 2012. La croissance du chiffre d'affaires réel devrait y être positive.

3.1. Le commerce de détail

L'analyse d'une série corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables du chiffre d'affaires du commerce de détail (hors carburants) nous montre, depuis 2005, un indice réel tendanciellement haussier (Graphique 3.1.1). Sur la période récente, celui-ci atteint un sommet à fin 2012. En janvier 2013, l'indice se montre quasi stable (-0,1%) par rapport au mois précédent. Il se situe également à un niveau plus élevé (+1,8%) à ce qu'il était une année auparavant.

Graphique 3.1.1 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail, indices réels, série désaisonnalisée et corrigée des jours ouvrables, de janvier 2005 à janvier 2013



Source: OFS.

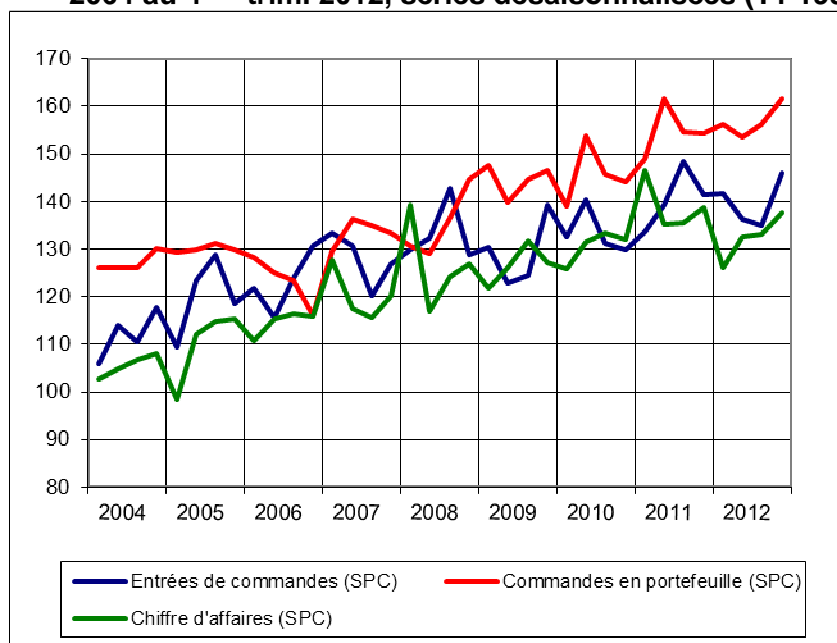
Si en 2012 comme en 2011, les activités dans le commerce ont souffert de l'érosion des prix et d'un tourisme d'achats à l'étranger, les mêmes maux devraient continuer à se faire sentir en 2013, et ce tant que le franc suisse continuera à être surévalué. Une population toujours en croissance en Suisse compensera et continuera ainsi à jouer un rôle positif. En bref, le commerce de détail pourrait vivre une année 2013 relativement similaire à celle de 2012 et enregistrer une croissance positive au niveau de son chiffre d'affaires réel.

3.2. Le secteur de la construction

La bonne marche des affaires dans le secteur de la construction devrait se poursuivre. Au pire, le secteur pourrait plafonner à un très haut niveau d'activité. Une analyse en données désaisonnalisées du chiffre d'affaires et des commandes dans le secteur principal de la construction (SPC) nous montre que la tendance est globalement haussière depuis 2004, que ce soit au niveau du chiffre d'affaires, des entrées de commandes ou encore des commandes en portefeuille (Graphique 3.2.1), la période récente montre des situations diverses, mais plutôt favorables. Si l'indice lié aux com-

mandes en portefeuilles, après avoir atteint un sommet absolu au deuxième trimestre 2011 et après s'être orienté à la baisse au cours de l'année 2012, se situe à nouveau au plus haut niveau au quatrième trimestre 2012. Quant à l'indice lié aux entrées de commandes, si celui-ci avait connu un sommet absolu pour la période sous-analyse au troisième trimestre 2011, il retrouve un niveau très proche du sommet précédent lors du dernier trimestre 2012. Enfin, si l'indice lié au chiffre d'affaires a plutôt été orienté à la baisse depuis le pic inégalé réalisé – déjà – au premier semestre 2011, celui-ci repart à nouveau à la hausse sur la période très récente. En bref, les indices dans le SPC, en particulier ceux liés aux commandes, évoluent toujours à des très hauts niveaux. Quant est-il de l'emploi dans la construction ? L'emploi est-il toujours en croissance ?

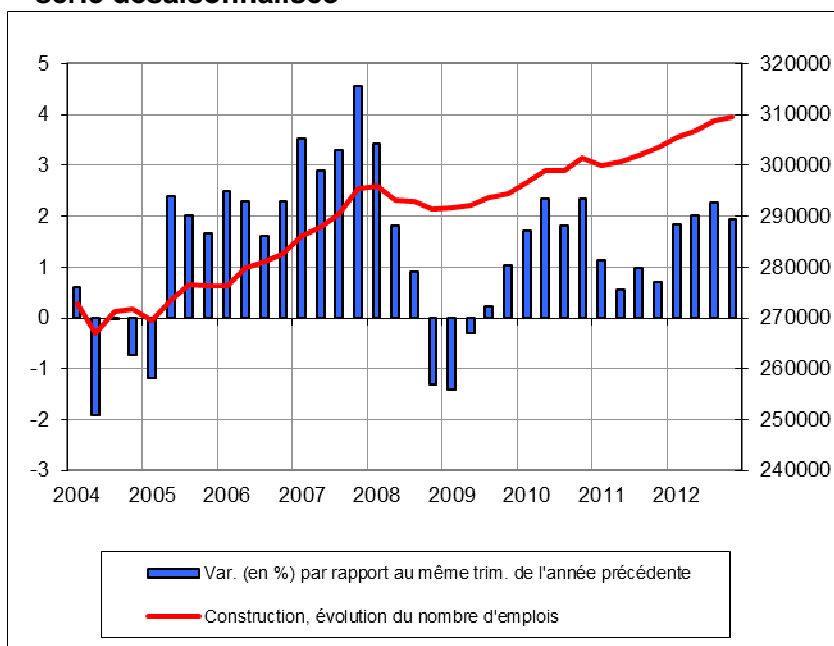
Graphique 3.2.1 : Évolution du chiffre d'affaires, des entrées et des commandes en portefeuille pour le secteur principal de la construction (SPC), du 1^{er} trim. 2004 au 4^{ème} trim. 2012, séries désaisonnalisées (T1 1996 = 100)



Source : SSE/SBV.

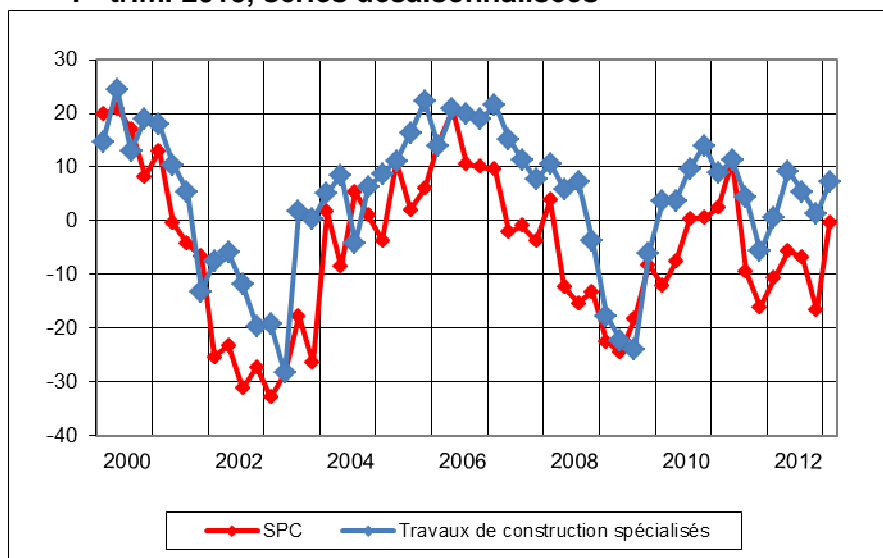
Du point de vue de l'emploi (en équivalents plein temps) – et cette fois pour l'ensemble du secteur de la construction – la tendance est à la hausse depuis fin 2008 (Tableau 3.2.2). Si un sommet pour l'ensemble de la période sous analyse semblait avoir été atteint lors du premier trimestre 2008, il a été dépassé dès le premier trimestre 2010 ! En données désaisonnalisées, on passe même pour la première fois la barre des 300'000 emplois au 4^{ème} trimestre 2010 ! C'est un nouveau sommet absolu qui est atteint au quatrième trimestre 2012 puisque le secteur de la construction pris dans son ensemble occupe environ 309'500 personnes en équivalents plein temps.

Graphique 3.2.2 : Construction, évolution des emplois (en équivalents plein temps), série désaisonnalisée



Source : OFS.

Graphique 3.2.3 : Entrée de commandes à trois mois, jugements, évolution, 1^{er} trim. 2000 au 1^{er} trim. 2013, séries désaisonnalisées



Source : KOF.

La très bonne marche du secteur de la construction tout au long de la crise et encore aujourd'hui pose la question des perspectives futures du secteur. Or, comme nous l'avons vu, les indices dans le SPC, en particulier ceux liés aux commandes, évoluent à des très hauts niveaux à fin 2012. Ils sont également orientés à la hausse sur la période récente. Observons également que le jugement porté par les entrepreneurs sur les entrées de commandes à trois mois tant pour le SPC que pour les travaux de construction spécialisés sont à la hausse en ce début d'année 2013 (Graphique 3.2.3). L'environnement – avec des taux d'intérêt bas et une population toujours croissante en Suisse – demeure, de plus, des plus favorables. Si l'on ajoute que les besoins en habitations des suisses existe toujours – en particulier dans les grandes agglomérations du pays où le prix des loyers a explosé ces dernières années et les taux de vacance se sont fortement réduits –, le potentiel à construire en Suisse reste bien présent. En bref, si aucun événement majeur ne vient bouscu-

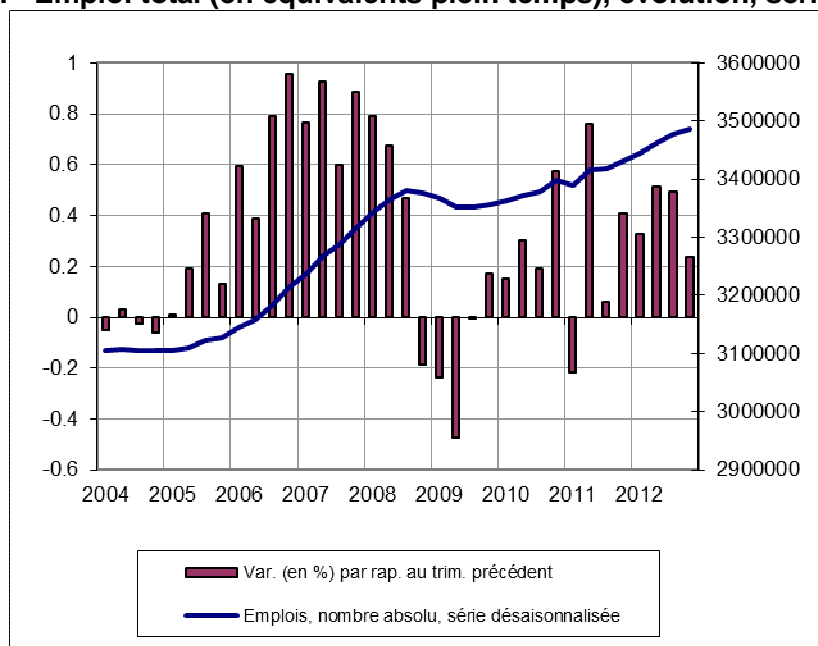
ler le secteur, celui-ci devrait continuer à bien se porter dans les prochains mois, au pire il pourrait plafonner à un haut niveau d'activité.

4. L'emploi et son évolution récente

4.1. Évolutions récentes de l'emploi

L'emploi total (en équivalents plein temps et compris ici comme l'addition des secteurs secondaire et tertiaire) affiche une tendance globalement haussière depuis le milieu de la décennie 2000 déjà. Il connaît un premier sommet au troisième trimestre 2008 (Graphique 4.1.1). La crise survient alors et l'emploi total régresse pendant quatre trimestres consécutivement. À fin 2009, une nouvelle dynamique émerge et l'emploi s'affiche à nouveau en croissance. Malgré certains soubresauts, en particulier au premier trimestre 2011, la tendance est à nouveau haussière et le sommet atteint au troisième trimestre 2008 est dépassé dès le dernier trimestre 2010. Depuis lors, et à l'exception du premier trimestre 2011, l'emploi est reparti sur une pente ascendante. Au quatrième trimestre 2012, un nouveau sommet absolu est ainsi atteint. A cette date, l'économie suisse emploie plus de 3,48 millions de personnes en équivalents plein temps.

Graphique 4.1.1 : Emploi total (en équivalents plein temps), évolution, série désaisonnalisée



Source : OFS.

Une analyse plus fine, en données brutes et par rapport au même trimestre de l'année précédente, nous montre qu'au quatrième trimestre 2012, l'emploi total (en équivalents plein temps) a enregistré une croissance de 1,6% (Tableau 4.1.1). Si, pris globalement, le secteur tertiaire a crû (+2%) mais aussi la construction (+1,9%), l'emploi dans l'industrie manufacturière prise dans son ensemble a légèrement reculé (-0,2%). Dans cette dernière, et parmi les branches sélectionnées, l'industrie du bois, du papier et de l'imprimerie, celle des machines et équipements ainsi que l'industrie chimico-pharmaceutique affichent des baisses, respectivement de 2%, 1,8% et 0,3%. Les autres branches manufacturières voient leur emploi croître. Bonnes nouvelles également du côté de la branche « hébergement-restauration » et de celle du commerce de détail, elles évoluent toutes deux dans les chiffres noirs. Enfin, et quant à l'évolution future de l'emploi, observons que l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS pour l'ensemble de l'économie suisse montre une très légère baisse en comparaison annuelle (1,03;-0,1%). L'indice demeure toutefois encore supérieur à 1, aussi bien dans le secteur secondaire (1,02;-1,0%) que dans le tertiaire (1,03;+0,2%), ce qui indique que les entreprises prévoient globalement d'augmenter encore leurs effectifs.

Tableau 4.1.1 : Emplois, en nombre absolu, et évolution (en équivalents plein temps) dans quelques secteurs

Secteurs d'activité	Emplois, en milliers, 4^{ème} trim. 2012	Var. (en %) 3^{ème} trim. 2012 par rap. 3^{ème} trim. 2011	Var. (en %) 4^{ème} trim. 2012 par rap. 4^{ème} trim. 2011
<i>Ind. alimentaires et du tabac</i>	60.3	1.3	1.3
<i>Industries du bois et du papier ; imprimerie</i>	66.5	-1.7	-2.0
<i>Industrie chimico-pharmaceutique</i>	64.5	0.1	-0.3
<i>Fabrication de produits métalliques</i>	96.7	1.5	1.0
<i>Fabrication de produits électroniques ; horlogerie</i>	106.0	2.4	1.1
<i>Fabrication de machines et d'équipements</i>	81.1	-0.1	-1.8
<i>Construction</i>	306.7	2.3	1.9
<i>Commerce de détail</i>	256.3	-0.2	0.3
<i>Hébergement et restauration</i>	173.6	0.1	0.1
<i>Industrie manufacturière dans son ensemble</i>	629.7	0.5	-0.2
<i>Tertiaire</i>	2'506.1	2.0	2.0
<i>Total</i>	3'486.3	1.7	1.6

Source : OFS.